

Guerre civile

Syrie : un déluge de feu s'est abattu sur Alep

l'essentiel ▶ Depuis hier, les forces de sécurité de Bachar el Assad bombardent et mitraillent le quartier insurgé de Salaheddine, à Alep. Pour Bachar el Assad, il s'agit d'une bataille décisive contre la rébellion.

Alep sera « la reine des batailles » a prévenu la presse syrienne favorable au régime. La ville est en effet cruciale pour les deux parties. Le régime y a beaucoup d'alliés, notamment parmi les hommes d'affaires sur lesquels il compte pour financer une partie de son effort de guerre alors que les rebelles cherchent à créer une zone protégée dans le nord, explique en substance Ignace Leverrier, ex-diplomate français en poste en Syrie. Durant plusieurs jours Damas a donc acheminé d'importants renforts vers la deuxième ville du pays. Et hier matin, vers

4 heures, les forces gouvernementales sont passées à l'offensive. Après avoir encerclé le quartier insurgé de Salaheddine en mobilisant notamment une centaine de chars, elles ont

déclenché un déluge de feu, faisant entrer en action l'artillerie et les hélicoptères de combat. Selon un correspondant de l'AFP sur place, les rebelles sont cependant parvenus à contrer

les premières offensives, détruisant cinq blindés dont trois chars au moins. Les violents bombardements entrepris dès l'aube se sont ensuite poursuivis toute la journée

pendant que des combats meurtriers faisaient rage communiquait hier l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH qui émane des Frères musulmans selon Alain Chouet, ancien chef du renseignement de sécurité de la DGSE, cité le 20 juillet dernier par Marianne 2). Salaheddine comptant le plus grand nombre de rebelles, selon Rami Abdel Rahmane, président de l'OSDH, « ce sont les combats les plus violents depuis le début de la révolte » en mars 2011, a souligné l'ONG. Au moins 29 personnes auraient ainsi été tuées pour un total de 90 dans tout le pays, hier. Mais cet assaut fait aussi fuir des milliers de personnes terrorisées par les hélicoptères et les bombardements. Ailleurs dans le pays, l'armée aurait aussi tenté hier de prendre d'assaut la région de Lajjate dans le sud, assiégeant et pilonnant Karmaz, dans le centre, ainsi que des quartiers d'Homs.

réactions

FRANÇOIS HOLLANDE > **Intervention rapide.** Le président François Hollande a appelé hier, à une intervention rapide du Conseil de sécurité de l'ONU pour éviter de nouveaux massacres en Syrie. «Le rôle des pays du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est d'intervenir le plus rapidement possible», a déclaré le président de la République en marge d'une visite à Monlezun, dans le Gers. «Je m'adresse une fois encore à la Russie et à la Chine pour qu'ils prennent en considération que ce sera le chaos et la guerre civile si (le président syrien) Bachar al Assad sait qu'il est condamné et donc il va utiliser la force jusqu'au bout», a-t-il jugé. «La seule solution qui permettra de réconcilier et de réunir les Syriens, ce serait le départ de Bachar al-Assad et la constitution d'un gouvernement de transition», a-t-il poursuivi. «Il n'est pas trop tard, mais chaque jour qui passe, c'est une répression, des soulèvements et donc des massacres», a-t-il dit.

RUSSIE > **Pas d'accord.** Moscou a estimé qu'il n'était pas «réaliste» d'escompter que le pouvoir reste les bras croisés alors que des rebelles «occupent» Alep, capitale économique du pays qui compte 2,5 millions d'habitants, a indiqué le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, précisant également que la Russie n'avait conclu aucun accord avec le régime syrien en vue de donner l'asile au président syrien Bachar al-Assad et «n'y pense même pas», a-t-il indiqué.

ÉTATS-UNIS > **Massacre.** Les États-Unis ont dit redouter un «massacre» et condamné par avance une «agression répréhensible contre un centre de population civile».

ARMÉE SYRIENNE LIBRE > **«Ils n'ont aucune chance contre nous.»** Responsable d'une unité de rebelles syriens, engagée dans la bataille d'Alep, Abou Mousab, cité par une ONG, est confiant : «Si Bachar envoie toute l'armée syrienne à Alep, il pourra peut-être entrer en ville. Mais autrement ils n'ont aucune chance contre nous, assure-t-il. Et d'ajouter : «Alep est la capitale économique de ce pays, plus aucune usine ne fonctionne. La fin du régime est proche»



Antoine **Basbous**, Directeur de l'Observatoire des Pays Arabes, auteur de «Le Tsunami Arabe», chez Fayard.

Pourquoi Bachar el Assad s'acharne-t-il alors que le combat semble perdu, son régime condamné ? Bachar el Assad développe le complexe de l'héritier qui a dilapidé l'héritage. Il se bat donc pour sauvegarder ce qui reste d'essentiel et le plan B serait alors de se replier sur le réduit alaouite autour de Lattaquié, sur la côte Méditerranéenne. Une perspective préparée par son père alors qu'il était à son apogée. Mais Assad est condamné à perdre l'essentiel de son royaume. Quand pour se maintenir un chef d'état est obligé d'envoyer les hélicoptères, les chars, les avions de combat pour reprendre un quartier, c'est la fin de son régime. Il ne peut plus soumettre l'ensemble de la population. **Certains observateurs pensent cependant que, compte tenu de la complexité de la société syrienne, le dé-**

part de Bachar el Assad ne résoudrait pas les problèmes de la Syrie. Depuis 42 ans, la Syrie a des problèmes qu'étouffent la dictature et sa quinzaine de services de renseignement. Les Assad sont comme tous les autres dictateurs, comme Kadhafi, Ben Ali ou Saddam : ils masquent par la terreur tous les problèmes de la société. Après Assad, il y aura des difficultés parce qu'un pays qui, durant 42 ans, n'a pas eu de vraies institutions, ni élections, ni démocratie, ni répartition des pouvoirs, va devoir faire face au surgissement de ces exigences d'un seul coup. Il va falloir du temps pour que les Syriens retrouvent leurs équilibres et stabilisent le nouveau régime. **Les Frères musulmans, l'Arabie Saoudite et le Qatar sont les «sponsors» des rebelles. L'Occident ne joue-t-il pas avec le feu lorsqu'il soutient une opposition financée par les salafistes et les dictatures théocratiques du golfe ?** Il existe des tentatives de réhabiliter Assad et de le présenter comme un moindre mal. Je n'adhère pas à cette démarche. Assad est un dictateur à la tête d'une dictature héréditaire et il est temps qu'il s'en aille. Pendant les cinq premiers mois de la révolu-

tion, les gens dans la rue étaient des citoyens normaux et pas un coup de feu n'a été tiré par les contestataires alors que le gouvernement tuait, capturait et torturait ses opposants. Après tout, que les opposants soient aidés, c'est bien compréhensible pour en finir avec un régime qui n'a pas envie de s'en aller et qui veut maintenir sa dictature. **Allié indéfectible de la Syrie, l'Iran peut-elle s'impliquer militairement ?** L'Iran et la Syrie sont alliés depuis très longtemps. C'est l'alliance du croissant chiite, avec à la clé pour la Syrie un soutien financier, militaire, technique, technologique total. L'ingérence iranienne en Syrie est illimitée. L'Iran ne veut pas lâcher ce régime. **La position d'Israël ?** Israël se frotte les mains de voir le croissant chiite s'effondrer au niveau de la Syrie et entraîner l'isolement du Hezbollah mais s'inquiète par ailleurs de l'avenir des armes chimiques et bactériologiques de la Syrie. Elle ne voudrait pas que ces armes tombent entre les mains du Hezbollah, mais en même temps, elle se réjouit de la perspective du plan B, du repli d'Assad sur Lattaquié et qu'une fois là-bas, Assad rentre en

guerre avec Damas ce qui rejettera à l'arrière-plan la question palestinienne et celle de Golan. **La chute d'Assad présente-t-elle un risque pour la minorité chrétienne ?** Pas forcément, mais la page Assad tournée, la déstabilisation du pays sera effectivement plus ou moins longue. Certains dirigeants chrétiens ont aussi commis des erreurs en soutenant le régime au risque de représailles pour leurs fidèles. Les chrétiens ne pourront vivre en paix que dans le cadre d'un état de droit assurant l'égalité aux citoyens. Si des musulmans s'acharment contre d'autres musulmans, les chrétiens ne seront pas épargnés. **Il y a enfin le soutien russe ?** Les Russes se sont sentis trahis sur la Libye et ont perdu un gros client avec Kadhafi. Ils veulent le faire payer aux occidentaux. De plus la Syrie est leur dernière base en Méditerranée et elle leur doit 4 à 5 milliards de dollars de matériel militaire, Assad ayant pour sa part tous ses avoirs à Moscou. Mais ce ne sont pas les Américains qui se battent, c'est le peuple syrien. Assad est condamné à perdre. *propos recueillis par Pierre Chailier*

affrontements

Violente manifestation anti-pollution en Chine

Scène incroyable hier, en Chine où des dizaines de milliers de manifestants ont affronté la police à Qidong près de Shanghai. Mobilisés contre la buse d'évacuation d'une papeterie japonaise qui va bientôt rejeter jusqu'à 150 000 tonnes d'eaux usées près de l'un des quatre ports de pêche de la ville, 50 000 à 100 000 personnes ont violemment protesté contre la dégradation du milieu naturel. Deux voitures ont ainsi été renversées dans la cour du bâti-

ment gouvernemental qui était envahi par les manifestants. A tous les étages des immeubles on a aussi vu des protestataires exhiber des bouteilles de vin et des paquets de cigarettes, articles symboles des pots de vin en Chine, afin de dénoncer la corruption des fonctionnaires locaux. Ces mouvements de protestation de la population contre le massacre de l'environnement, victime de trois décennies d'industrialisation sauvage, se multiplient actuellement en Chine.

ONU

Contrôle des armes : le traité en suspens

Les délégations de plus de 170 pays, réunies à New York afin d'adopter un texte contraignant sur le commerce des armes, n'ont pas réussi à trouver un consensus. Pour Aymeric Elluin, chargé de la campagne *Armes et Impunité* d'Amnesty International, c'est une «déception». Il déplore en particulier l'attitude des États-Unis : «C'est rageant de voir qu'un seul État peut bloquer le processus. Les Chinois et les Russes n'ont fait que s'engouffrer dans la brèche». Les Américains ont déclaré avoir besoin de plus de temps pour étudier le projet. Mais d'après M. Elluin, les vraies

raisons sont ailleurs : «Le cœur du traité c'est d'interdire les transferts d'armes quand il existe un risque substantiel d'infraction des droits humains. Certains pays ont peur que ce critère n'entraîne une ingérence dans leurs affaires. L'atteinte au droit souverain est un facteur sensible». **La sécurité nationale avant les droits de l'homme** Les États-Unis suivent cette ligne que le militant d'Amnesty qualifie d'extrême : «Ils considèrent que le besoin de sécurité nationale est toujours prépondérant sur les droits de l'homme.»

Mais après six ans de militantisme en faveur de ce traité, il ne peut que se réjouir que la conférence ait eu lieu... et que le processus ne soit pas arrêté. «À la rentrée, le traité sera soumis à un autre vote qui se fera à la majorité des deux tiers (contrairement au dernier, où la majorité absolue était requise, ndr)». Quatre-vingt-dix pays continuent d'œuvrer en faveur de ce traité. Un nouvel espoir donc, de voir enfin réguler une activité meurtrière mais qui génère chaque année un chiffre d'affaire supérieur à 60 milliards d'euros. *Audrey Destouches*

1 MINUTE, 1 MORT

Chaque minute, un être humain est tué par une arme à feu. 128 conflits armés ont entraîné chaque année la mort d'au moins 250 000 personnes depuis 1989. On estime que les armes font chaque année 300 000 morts hors conflits armés. Les armes légères ou de petit calibre interviennent dans au moins 60 % des atteintes aux droits humains recensées par Amnesty International en 10 ans.